

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Un-Maidan-pour-la-Chine>

# Un Maïdan pour la Chine

- Empire et Résistance - BRICS - Chine -

Date de mise en ligne : jeudi 19 septembre 2019

## **Description :**

Un Maïdan pour la Chine. La crise de ce qui reste de Hong Kong est en train d'être instrumentalisée dans une impasse qui discrédite Pékin (...) Rafael Poch de Feliu

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **La crise de ce qui reste de Hong Kong est en train d'être instrumentalisée dans une impasse qui discrédite Pékin.**

Historiquement, l'ascension, la richesse et le bien-être de Hong Kong provenaient de son statut particulier de port franc pour les capitaux, de centre financier international, d'emporium productif et de porte d'entrée commerciale pour la Chine maoïste gigantesque et fermée. Tout cela a apporté une prospérité stable et continue pour ses habitants entre 1949 et l'an 2000, mais elle touche à sa fin. En tant qu'emporium technologique, Shenzhen, ce village de pêcheurs des années soixante-dix qui est devenu aujourd'hui une ville millionnaire, surpasse la ville en tant que centre de haute technologie. Guangzhou (Canton) dépassera bientôt Hong Kong en PNB. Shanghai se consolide en tant que centre financier et Singapour, qui en 1997 a suscité de nombreuses craintes concernant l'argent de Hong Kong lorsque l'ancienne colonie a été intégrée à la Chine sans perdre son autonomie, est le port franc du capital mondial en Asie par excellence. Qui a besoin de Hong Kong alors que toute la Chine est ouverte de part en part depuis des décennies ?

Ce qu'il reste de Hong Kong

Pour la première fois depuis deux générations, les jeunes de Hong Kong n'entrevoient pas un avenir prometteur. Au contraire, ils constatent une incertitude mesurable pour les salaires, les coûts du logement et les perspectives d'avenir. Ils blâment à juste titre la Chine pour tout cela, car la montée en puissance de la Chine a dissous le statut particulier de Hong Kong, qui était à la base de sa prospérité. Malgré les cadeaux que les oligarques locaux ont reçus de Pékin depuis 1997, le PIB de la région autonome spéciale, qui représentait 27% de celui de la Chine au milieu des années 1990, ne pèse aujourd'hui que 2,7%. Ils sont donc dans la rue depuis des mois pour demander une solution à quelque chose qui n'en a pas : ce qui reste de Hong Kong ne redeviendra pas ce qu'il était.

Pour des raisons objectives, le vecteur de croissance économique de la Chine, qui est à la fois général et extrêmement inégal, pousse vers le nivellement territorial. L'enclave devient « une autre ville chinoise », comme l'explique Carl Zha dans une interview éclairante. Pour une enclave dont le revenu par habitant est de 48 517 \$, faire partie d'une Chine dont le revenu est de 9 608 \$ n'est pas une bonne affaire. Alors, « Pourquoi un Hongkongais voudrait-il être chinois ? », demande l'économiste thaïlandais Chartchai Parasuk. Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec la lutte politique pour la liberté et la démocratie que nous avons l'habitude de présenter dans nos médias. Il s'agit clairement d'une question économique.

Une impasse

Vu depuis Pékin, il est impossible de céder aux exigences « souverainistes » déroutantes formulées dans les rues de Hong Kong, même si elles n'étaient pas toujours extensibles et en constante évolution pour empêcher tout accord. Au cas où une minorité violente et bien organisée, dont les méthodes (blocus aéroportuaire, destruction) seraient immédiatement criminalisées et violemment réprimées dans toute ville occidentale, est chargée de radicaliser la situation. Si la Chine cède à Hong Kong, le Xinjiang, le Tibet et Taiwan suivront. Et une fois la boîte de Pandore ouverte, plusieurs provinces de la Chine continentale et ethniquement han pourraient également être ciblées. Après tout, le démembrement territorial est un scénario que la Chine connaît depuis plusieurs siècles avant Jésus-Christ... Il est évident que Pékin ne va pas l'admettre, mais quel est le rôle dans tout cela des gouvernements des États-Unis et de l'Allemagne, qui gouvernent en Europe atlantique ?

Le rêve du démembrement territorial

Le démembrement de la Chine est le scénario dont l'Occident rêve pour son rival stratégique, naturellement au nom

de la « démocratie et des droits de l'homme ». Il n'y a pas la moindre dissimulation à cet égard. Munich abrite les séparatistes ouïghours du Xinjiang, dont l'idéologie oscille entre la suprématie raciste turque et le fondamentalisme islamique. Les politiciens allemands, en particulier les verts et les libéraux, soutiennent ouvertement l'irrédentisme tibétain, dont les liens avec la CIA remontent aux années 1950. Des écrivains comme Liao Yiwu, un adversaire enthousiaste qui décrit la Chine comme « un tas d'ordures en expansion » et qui réclame son « démembrement pour le bien de l'humanité », a reçu le « prix de la paix » de la German Booksellers Guild (2012).

Le sommet de l'opposition la plus radicale de Hong Kong, qui demande maintenant à Donald Trump de les libérer, a été accueilli dans les couloirs de Washington par des personnalités telles que le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'État Mike Pompeo ou le conseiller dément en matière de sécurité nationale, John Bolton, récemment licencié. À Berlin, le ministre des Affaires étrangères a reçu le jeune Joshua Wong, un autre leader des protestations avec lequel, selon ses déclarations, il était question de préparer une base pour de futurs exilés de Hong Kong en Allemagne.

Wong s'est déjà fait un nom dans les manifestations des parapluies de 2014, quand il avait 17 ans, et a eu des contacts réguliers avec le consulat des États-Unis là-bas. Depuis lors, il a été reçu par des dinosaures bellicistes tels que le sénateur Marco Rubio, l'un des promoteurs de l'échec de la tentative de coup d'État au Venezuela, et a été parrainé par des ONG autour de l'enthousiasme de la CIA concernant sa demande d'un référendum pour que Hong Kong quitte la Chine. Rubio a présenté la candidature de Wong au prix Nobel de la paix. Depuis l'époque d'Obama, le Congrès des États-Unis prépare une « loi sur les droits de l'homme et la démocratie à Hong Kong » afin de créer l'ambiance nécessaire au conflit actuel et aux sanctions correspondantes. À Berlin, le quotidien ultra-atlantiste Bild a réuni il y a quelques jours un échantillon de ses héros pour une photo de groupe : l'Ukrainien Vitali Klichkó, le Syrien Raed al-Saleh, chef des « casques blancs », et le milliardaire russe Mikhail Khodorkovsky, exilé, quelle est la logique derrière ces messages sans équivoque ?

Hégémoniques et émergents

Aujourd'hui, dans ce monde incertain, il n'y a que deux plans d'ordre général : le plan belliciste occidental dirigé par Washington, basé sur l'interventionnisme, les changements de régime et le contrôle des ressources par des moyens militaires, c'est-à-dire un scénario de chaos hégémonique, et le plan intégrateur représenté par le plan chinois pour « de Nouvelles Routes de la Soie » dit « Initiative Ceinture et Route » qui, malgré de nombreux doutes légitimes, ne semble pas incompatible avec un ordre multipolaire basé sur des consensus entre différents centres de pouvoir et acteurs dans le monde. Ce schéma général peut sembler simple, mais c'est ce que nous avons sur la table. Il n'y a rien d'autre.

Les manifestations de Hong Kong représentent une occasion en or pour le projet chaos de frapper un coup dans le ventre du projet intégrateur. Naturellement au nom de la « démocratie et des droits de l'homme », comme en Syrie, en Irak, en Libye, en Afghanistan, etc. En 2014, la chute des prix du pétrole qui a mobilisé les pays du Golfe et les sanctions consécutives à l'opération de changement de régime en Ukraine ont tenté de ralentir la reprise en Russie. De ce point de vue général, les inquiétudes concrètes du mouvement national ukrainien en matière de démocratie et de lutte contre la corruption sur la place Maïdan à Kiev étaient une note de bas de page insignifiante et de grande valeur instrumentale. Aujourd'hui, quelque chose de similaire se passe dans la rue de Hong Kong : l'idée est de forcer Pékin à organiser un Tiananmen 2, une répression qui va accroître la diabolisation de la Chine, explique le journaliste brésilien Pepe Escobar.

« La conséquence inévitable serait que l'Occident et de vastes secteurs du Sud mondial boycottent l'initiative Ceinture et Route - une stratégie complexe avec diverses strates d'intégration économique qui s'étend bien au-delà de l'Eurasie », dit-il.

En 2014, les autorités russes ont réagi en soutenant l'opposition de l'Ukraine orientale et en annexant la Crimée,

mesures qui ont amorti leur défaite et leur ont permis de sauver la face et de consolider temporairement le prestige interne fragile de leur ordre autocratique. C'est pourquoi Moscou paie encore le prix de sanctions économiques douloureuses et d'une militarisation accrue le long de ses frontières. Pékin devra maintenant faire très attention à ne pas propager une défaite propagandiste qui les persécutera encore pendant 30 ans, comme ce fut le cas à Tiananmen, en entravant sa projection mondiale et en justifiant de nouvelles sanctions.

Le mouvement de Hong Kong est un Maïdan contre la Chine. Comme à Kiev il y a cinq ans, les parrains et les promoteurs de ce mouvement de la « société civile » sont à Washington et à Berlin. Ils ne veulent pas de dialogue là-bas. Ils ne s'intéressent nullement aux problèmes sociaux de Hong Kong. Ils recherchent des scènes violentes pour leur appareil de propagande et les morts afin de pousser la situation à l'extrême et obtenir le résultat souhaité : le discrédit et la diabolisation de la Chine et sa projection globale en faveur du projet du chaos hégémonique.

C'est un courant typique de la dialectique des empires combattants. La crise de ce qui reste de Hong Kong est en train d'être instrumentalisée dans une impasse. Les Chinois vont devoir s'appliquer à fond pour ne pas perdre cette bataille qui, d'autre part, révèle clairement leur vulnérabilité à la guerre hybride de l'adversaire.

**Lire en esp :** « [Un Maidán para China](#) »

**Traduction :** [Réseau International](#)

\* **Rafael Poch-de-Feliu** (Barcelone, 1956) a été durant plus de vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou à Pékin et à Paris. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). [Blog personnel](#). Auteur de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humiliación al restablecimiento ».